



***The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library***

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search  
<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from AgEcon Search may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

# L'agriculture comme marché industriel : enjeux et stratégies

M. Jean-Louis Rastoin

## Résumé

L'agriculture est devenue, dans les pays industrialisés, un important marché pour les firmes de l'agro- fourniture. Ce marché devrait connaître dans les années 1990 une véritable mutation du fait des évolutions techniques (bio-technologies et agrionique) renforcées par les nouvelles orientations des politiques agricoles. En conséquence, les entreprises du secteur devront accélérer leur restructuration.

## Abstract

In the industrialized countries, agriculture has become an important market for the agro-supplying firms. In the 90' s, this market should follow a real mutation due to technical evolutions (bio-technologies and agrionic), intersified by the agricultural politics' new positionning. As a consequence, the firms in this sector will have to accelerate their restructuration.

---

## Citer ce document / Cite this document :

Rastoin Jean-Louis. L'agriculture comme marché industriel : enjeux et stratégies. In: Économie rurale. N°201, 1991. pp. 44-46;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4169>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1991\\_num\\_201\\_1\\_4169](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_201_1_4169)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018



# L'AGRICULTURE COMME MARCHÉ INDUSTRIEL : ENJEUX ET STRATÉGIES (1)

**Jean-Louis RASTOIN\***

## Résumé :

L'agriculture est devenue, dans les pays industrialisés, un important marché pour les firmes de l'agro-fourniture. Ce marché devrait connaître dans les années 1990 une véritable mutation du fait des évolutions techniques (bio-technologies et agrionique) renforcées par les nouvelles orientations des politiques agricoles. En conséquence, les entreprises du secteur devront accélérer leur restructuration.

## **AGRICULTURE AS AN INDUSTRIAL MARKET : CHALLENGES AND STRATEGIES**

### **Summary :**

*In the industrialized countries, agriculture has become an important market for the agro-supplying firms. In the 90's, this market should follow a real mutation due to technical evolutions (bio-technologies and agrionics), intensified by the agricultural politics' new positionning. As a consequence, the firms in this sector will have to accelerate their restructuration.*

Les analyses économiques relatives à la situation et aux perspectives de l'agriculture sur les marchés internationaux procèdent généralement d'une approche classique en termes d'import-export, de prix, de systèmes de production, de flux et de réseaux de produits agricoles, mais négligent une composante fondamentale du problème à savoir que l'agriculture elle-même est devenue un enjeu stratégique en tant que marché pour une puissante agro-industrie aujourd'hui largement multinationalisée.

## **L'AGRO-FOURNITURE**

Ce secteur économique de premier plan est né du processus d'industrialisation de l'agriculture à partir de 5 pôles technologiques :

- les semences (7 Mds de F. de chiffre d'affaires en 1986) ;
- la chimie lourde avec les engrains (25 Mds F.) ;
- la chimie fine avec les produits phyto et zoosanitaires (25 Mds F.) qui convergent désormais vers les

bio-technologies en intégrant la génétique (reproductions végétale et animale) ;

- l'alimentation animale (40 Mds F.) ;
- l'agro-équipement (16 Mds F.), avec les infrastructures et la mécanisation ;

sans parler ici du très vaste ensemble des services liés à la production agricole : banques, assurances, transports, organismes de conseil, régulation et réglementation, réseaux de distribution et maintenance, représentant au total plusieurs milliards de F. de chiffre d'affaires et quelques dizaines de milliers d'emplois.

Au total, ce « marché de l'agriculture » représentait en France plus de 150 milliards de F. en 1986 (dont environ 121 Mds de consommations intermédiaires et 30 Mds d'investissements en matériel, bâtiments et plantations). Ces chiffres sont à rapprocher de celui des livraisons de la branche agricole, la même année : 292 Mds de F.

1. Article tiré d'une communication au colloque « Les agriculteurs et la politique » organisé par l'Association Française de Science Politique, Paris, 1987.

\* ENSAM de Montpellier, Chaire d'Economie et Gestion des Entreprises.

## UN CONTEXTE DE CRISE

Sur les différents marchés de l'agro-fourniture, la situation est assez hétérogène. Elle est toutefois globalement marquée par un contexte de crise. L'intégration entre l'agriculture et les industries d'amont est importante : en France plus de 60 % de la valeur de la production agricole est constituée aujourd'hui de coûts d'achats extérieurs et d'amortissements contre moins de 50 % il y a 10 ans. La conjoncture agricole a donc un effet direct sur la santé des fournisseurs de l'agriculture.

Ainsi la baisse régulière du nombre d'exploitations agricoles qui atteint désormais un rythme proche de 3 % par an, conjuguée à celle des revenus agricoles (même si d'importantes subventions viennent masquer quelque peu cette tendance), ont entraîné récemment un net ralentissement (en volume) des achats des agriculteurs à l'agro-industrie. Ce phénomène s'accompagne, pour les produits à fort contenu énergétique (engrais notamment), d'une baisse des prix. Ce contexte général est renforcé par une attitude plus vigilante des agriculteurs vis-à-vis de leurs coûts de production. En bons gestionnaires, s'adressant eux-mêmes à des marchés saturés dont ils perçoivent bien que les prix se situent sur une tendance lourde déclinante, leur tactique est de comprimer leurs charges.

On assiste donc, dans l'ensemble des pays industrialisés, à une stagnation des marchés de l'agro-fourniture, alors que les années 70 ont été marquées par une forte progression :

### Évolution du volume des consommations intermédiaires de l'agriculture française (1970 = 100)

1975 .....	126 (+ 4,7 %/an)
1980 .....	160 (+ 4,9 %/an)
1984 .....	167 (+ 1,1 %/an)
1985 .....	166 (- 0,6 %)

Cette évolution est toutefois contrastée : si l'on note une baisse en termes réels pour les aliments du bétail, les engrains, les produits énergétiques et le matériel agricole (postes n'ayant plus une influence très sensible sur la marge des exploitants), on enregistre par contre une progression (même si elle est en net ralentissement depuis 1984) pour les produits phytosanitaires et vétérinaires et les semences (qui constituent les facteurs de production les plus stratégiques dans les nouvelles techniques agricoles).

En ce qui concerne les prix, le phénomène marquant est le retournement, en 1986, de la tendance haussière par suite du contre-choc pétrolier. Le double effet de la stagnation des volumes et de la baisse relative des prix conduit, en 1986, à une chute des marchés de l'agro-fourniture de près de 2 %.

## LES ACTEURS

La France, si elle dispose de la première agriculture en Europe et de l'une des toutes premières dans le monde, n'a pas su développer une agro-industrie -à de très rares exceptions près- réellement puissante. Ce constat est d'ailleurs vérifié aussi bien en amont qu'en aval de l'agriculture. Malgré un fort mouvement de concentration, la taille des entreprises de l'agro-fourniture française demeure limitée à l'échelon international.

Renault-Agriculture se situe au 12<sup>e</sup> rang mondial dans l'industrie des tracteurs, avec une production correspondant à moins de 10 % du n° 1, Massey-Ferguson, et se voit disputé sa première place sur le marché français. La Cofaz, leader français des engrais azotés, est passée sous la coupe du norvégien Norsk-Hydro. Rhône-Poulenc, malgré son acquisition récente de l'américain Union-Carbide, demeure le quatrième mondial derrière le suisse Ciba-Geigy, l'allemand Bayer et le britannique I.C.I., dans le secteur agro-chimique.

On doit noter par ailleurs la présence, dans des secteurs comme le machinisme agricole ou les semences, d'une population importante de PME dont certaines, très fragilisées par la crise, sont menacées de disparaître ou d'être absorbées, le plus souvent par des groupes étrangers (exemples récents : Huard, n° 1 français et européen de la charrue repris par l'helvétique Kuhn, Rivière-Casalis, très ancien fabricant de matériel de récolte de paille et fourrage, racheté par le hollandais Vicon...). Il résulte de cette faiblesse des entreprises françaises dans l'agro-fourniture, un important déficit extérieur. On peut estimer à près de 13 milliards de F. le solde négatif de notre balance commerciale dans ce secteur :

### Solde extérieur de l'agro-fourniture française en MF (1986)

— Aliments pour animaux .....	- 5 594 (tourteaux)
— Matériel agricole .....	- 2 208
— Engrais .....	- 4 297
— Produits phytosanitaires .....	- 545
— Semences .....	- 536
<b>Total .....</b>	<b>- 12 680</b>

Ce déficit est à rapprocher de l'excédent enregistré sur les échanges de produits agro-alimentaires (30 milliards de F. si l'on exclut les aliments pour animaux qui figurent traditionnellement dans ce solde et que nous avons repris par ailleurs). Ainsi le « pactole vert » est réduit à environ 17 milliards de F. si on lui impute les déficits enregistrés sur les intrants (il faudrait d'ailleurs, en toute logique, comptabiliser également ici le solde négatif des équipements des I.A.A.).

## LES ENJEUX ET LES STRATÉGIES

On constate, sur les marchés industriels de l'agriculture, le phénomène classique résultant d'une contraction : aggravation de la concurrence, redistribution des cartes en matière de structures de firmes et de stratégies.

Les enjeux sont clairs, il s'agit de la survie des entreprises de l'agro-fourniture face à une évolution de leurs marchés qui se caractérise par :

- des mutations structurelles,
- une réorientation technico-économique.

Les mutations tiennent à l'émergence d'un nouveau type d'entreprise agricole, de superficie moyenne plus importante, mais surtout réalisant un chiffre d'affaires significatif (350 000 exploitants réalisent dès à présent les 3/4 de la production agricole française ; aux Etats-Unis, un agriculteur nourrit 108 personnes, en Europe 33) et gérée de plus en plus selon des critères d'efficience et de

rentabilité. Cela signifie, pour l'agro-fourniture, un examen attentif, de la part des agriculteurs, des rapports performances/prix, facilité par le développement très large de l'information dans les milieux professionnels agricoles, qui ont figuré parmi les tous premiers utilisateurs des bases de données télématiques.

Cette situation se traduit, d'ores et déjà, par une baisse des prix nets des achats des agriculteurs. En effet, l'exasération de la concurrence conduit les fabricants et leurs réseaux de distribution à pratiquer des réductions directes ou des facilités commerciales se traduisant par des diminutions de prix. Il est clair par ailleurs que les approches « marketing » de ce nouveau type d'agriculteurs conduiront à revoir en profondeur les systèmes actuels de promotion et de distribution de l'agro-fourniture.

La réorientation technico-économique des systèmes de production agricole dans un contexte de saturation des marchés pourrait se faire dans deux directions, étant entendu -comme nous l'avons signalé- que l'agriculteur doit peser sur ces coûts :

— extensification, c'est-à-dire réduction du niveau des intrants par unité de surface (en particulier engrais), le maintien de la recette globale se faisant par l'accroissement des superficies. Cette politique suppose à la fois des disponibilités en terre (ce qui semble acquis en France) et des moyens mécaniques accrus, donc des capacités d'investissement. Dans le contexte actuel de surendettement des exploitants de la plupart des pays industrialisés, l'extensification devrait se limiter à quelques zones et exploitations relativement peu nombreuses. Le mouvement d'extensification sera à terme probablement renforcé par les nouvelles orientations de la politique agricole commune ;

— intensification par les nouvelles technologies. Il ne s'agit plus ici d'augmenter les doses d'intrants comme cela a été pratiqué avec succès depuis plus de 30 ans, mais bien de recourir aux biotechnologies qui devraient permettre, par l'amélioration génétique ou par la mise au point de nouvelles molécules actives (génie enzymatique), de nouveaux bonds en avant de la productivité animale et végétale. Une telle intensification devrait également bénéficier, dans le domaine de la collecte et des récoltes, des progrès de l'automatique et de la robotique qui permettent à la fois des gains quantitatifs et qualitatifs (robot de traite laitière, de cueillette de fruits, etc).

Cette toile de fond prospective conduit les firmes les plus dynamiques de l'agro-fourniture (et disposant des indispensables « trésors de guerre ») à pratiquer des stratégies de positionnement sur les créneaux qui apparaissent comme les plus prometteurs. Ainsi observe-t-on les grandes entreprises du phytosanitaire opérer des achats de consolidation dans leur propre secteur et se diversifier dans l'industrie des semences.

Les achats de consolidation correspondent à une stratégie d'accroissement de part de marché dans les pays agri-

coles riches (à agriculture fortement industrialisée). Il s'agit en fait de conserver la masse critique commerciale et industrielle permettant de financer une innovation de plus en plus coûteuse (250 à 300 MF pour mettre au point une nouvelle molécule en chimie fine).

L'intégration de l'activité semencière par les firmes de l'agro-chimie relève d'une stratégie de complémentarité. En effet, ce rapprochement, dont le lieu de convergence se trouve dans les biotechnologies, s'explique à la fois par le potentiel de R & D (Recherche-Développement) à mettre en place et qui utilise des disciplines et des équipements communs, et par une intégration, au niveau des techniques culturales et -à l'extrême, de la plante- des opérations de semis, fertilisation et traitement.

Dans les secteurs plus traditionnels de l'agro-industrie (engrais, machinisme, alimentation animale), on observe des stratégies de restructuration alors même que les capacités productives avaient été largement surdimensionnées dans les années 60/70 pour faire face à une modernisation accélérée de l'agriculture. On peut citer ici le rachat d'International Harvester, l'une des plus anciennes firmes de fabrication de matériel agricole des États-Unis par le groupe pétrolier Tenneco ; dans l'alimentation animale, l'absorption de Purina, premier groupe mondial par B.P.

La restructuration d'une part, le redéploiement d'autre part modifieront sensiblement les caractéristiques de l'agro-fourniture dans les années 90. La présence de grandes firmes, disposant de moyens scientifiques, techniques et financiers puissants, constitue désormais un facteur décisif en ce qui concerne le développement de produits nouveaux, la qualité industrielle et l'efficacité commerciale.

L'intégration poussée de l'agriculture « d'entreprise » à ce tissu agro-industriel multinational est aujourd'hui une réalité dans les pays occidentaux. Elle est l'un des facteurs essentiels du haut degré de productivité et de sécurité de l'ensemble du système alimentaire dans ces pays. Les risques d'une telle intégration correspondent à des situations de crise extrême du type embargo ou conflit armé entraînant la rupture des flux d'approvisionnement ou plus probablement à des accidents de nature écologique ou sanitaire.

En termes de politique agricole, ces perspectives conduisent à une double réflexion :

— sur l'importance à accorder à l'amont agricole alors que tous les efforts et l'essentiel des aides de l'Etat ont porté ces 20 dernières années sur l'aval (prix des produits et I.A.A.), et que l'on constate une forte dépendance extérieure pour le secteur de l'agro-fourniture ;

— sur la nécessité d'une vigilance accrue en matière de contrôle des risques liés à l'intensification agricole, sur l'ensemble de la filière de production.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADETEM (1987).- Le marketing de l'agrofourniture : firmes et distributeurs partenaires pour la conquête des marchés. Journée d'étude, Paris, 29/4/87.
- BYE (P.) (1987).- *Éléments de problématiques pour l'analyse de l'agro-fourniture*. INRA-IREPD, doc. ronéo., Grenoble, 34 p.
- CFCE/DPA (1986).- Informations agro-alimentaires, spécial Bio Etats-Unis, l'industrie américaine des biotechnologies. In M.O.C.I., n° 734/20, Paris, (1986), pp 75-82.

FAO (1986).- Perspectives de l'alimentation. Rome.

GNIS (1987).- Etudes économiques et statistiques, semences et plants. Annuaire statistique 85/86, Paris.

UIPP (1987).- Rapport annuel. A.G. du 21/5/87, Paris.

Revue « Semences et progrès », Paris.

Revue « Protection des plantes et environnement », Paris.